

1987, chapitre 36

**LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LA LOI SUR  
LA PROBATION ET LES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION  
CONCERNANT LA SURVEILLANCE INTENSIVE**

---

**Projet de loi 151**

présenté par M. Gérard Latulippe, Solliciteur général

Présenté le 12 novembre 1986

Principe adopté le 14 avril 1987

Adopté le 16 juin 1987

**Sanctionné le 18 juin 1987**

---

**Entrée en vigueur: à la date fixée par le gouvernement**

---

**Loi modifiée:**

Loi sur la probation et sur les établissements de détention (L.R.Q., chapitre P-26)







## CHAPITRE 36

### Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive

[Sanctionnée le 18 juin 1987]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. P-26, a. 9,  
mod.

**1.** L'article 9 de la Loi sur la probation et les établissements de détention (L.R.Q., chapitre P-26) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « et de travaux communautaires » par les mots « de travaux communautaires et de surveillance intensive ».

c. P-26,  
a. 12.4,  
aj.

**2.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 12.3, du suivant:

Intervention  
de l'agent  
de  
prévention

« **12.4** L'agent de probation intervient dans l'exécution d'une ordonnance de surveillance intensive lorsque:

a) l'ordonnance est rendue, lors du jugement, à titre de mesure de substitution à l'incarcération;

b) elle vise une personne reconnue coupable d'une infraction criminelle ou pénale qui a besoin d'un contrôle soutenu et qui répond aux critères d'admissibilité déterminés par règlement;

c) elle spécifie qu'il s'agit d'une surveillance intensive;

d) elle fixe la durée et les conditions du contrôle soutenu, notamment la fréquence des rencontres entre le contrevenant et un surveillant ainsi que l'obligation pour l'agent de probation de faire rapport au tribunal aux moments qui y sont prévus;

e) la personne visée par l'ordonnance s'engage par écrit à respecter ses modalités d'application précisées par l'agent de probation. ».

c. P.26,  
a. 23,  
mod.

**3.** L'article 23 de cette loi, modifié par l'article 8 du chapitre 19 des lois de 1986, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe *w*, du suivant :

«*x*) déterminer les critères d'admissibilité à une surveillance intensive. ».

Entrée en  
vigueur

**4.** La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le gouvernement.